



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

268 | Octobre-Décembre

Les transformations socio-spatiales de l'Inde : vers un nouveau virage mondialisé ? (II)

Inde : une transformation agricole est-elle encore possible ?

India: Could an agricultural transformation still be possible ?

Jean-Marc Quitté



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7294>

DOI : 10.4000/com.7294

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2014

Pagination : 427-442

ISBN : 979-10-300-0022-1

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Jean-Marc Quitté, « Inde : une transformation agricole est-elle encore possible ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 268 | Octobre-Décembre, mis en ligne le 01 octobre 2017, consulté le 03 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/com/7294> ; DOI : 10.4000/com.7294



Inde : une transformation agricole est-elle encore possible ?

Jean-Marc Quitté¹

Si l'on considère, vu de l'Occident, que les transformations qui se produisent en Inde font preuve d'une « réparation » sociétale, alors il est déjà trop tard pour que l'Inde retrouve les valeurs de « l'acte initial de création » (Sennett, 2014, p. 180) de sa société d'antan. L'Inde semble donc se diriger vers une pâle copie du modèle sociétal occidental, perdant du coup son originalité et un charme décalé qui aurait permis d'ouvrir une autre voie à son développement et de proposer un modèle grandeur nature au reste du monde. Il faut se rendre à l'évidence, du coup, les dirigeants indiens utilisent les mêmes moyens de « contrôle social » qu'en Occident tandis que des résidus du système des castes continuent d'interférer sur le modèle néolibéral qui se met en place.

L'hypothèse que le « contrôle social » en Inde, passe aujourd'hui par des organismes paraétatiques et associatifs plus ou moins politisés marque un tournant, notamment dans le monde agricole. On arguera que c'est parce qu'il y a trop de langues et que l'hindi, la langue nationale officielle, ne s'est pas encore complètement généralisée sur tout le territoire indien, et que le « contrôle social » doit s'appuyer sur des structures et des dispositifs de normalisation plus locaux et, *a fortiori* plus souples, reposant si possible sur des continuités linguistique et territoriale. C'est un fait, l'Inde est une fédération de 28 États baignant dans divers courants régionalistes plus ou moins virulents, laissant l'inscription territoriale ouverte à des mouvements sociaux. C'est pourquoi, pour rentrer dans la course à la croissance, l'Inde « restant en retrait » (Henriot, 2003) parmi les pays émergents d'Asie doit se munir

1. Chercheur associé, Université de Bordeaux, UMR ADESS, 12, Esplanade des Antilles, 33607 Pessac-Cedex ; méil : jmquitte@free.fr

d'une population docile et servile, faisant abstraction des multiples langues et castes. Or, comment maintenir une grande population dans la servitude – nous en faisons l'expérience chez nous – sinon par un modèle d'« éradication des anciennes valeurs » (Gori, 2011, p. 104) dont le néo-libéralisme semble tout à fait capable, accompagné d'une puissante fougue consumériste et matérialiste, et d'un « nouveau contrôle social » (Lialos, 2001) omniprésent, géré par un puissant pouvoir central.

À puissance politique égale, la Chine et l'Inde sont les deux géants mondiaux de la manipulation des masses qui s'efforcent de canaliser leurs populations respectives, en perpétuelle expansion. Les méthodes de ces deux pays sont radicalement différentes et la démocratie indienne s'appuie sur une bureaucratie toujours plus efficace mais aussi, toujours plus complexe et corrompue, victime du modèle néo-libéral s'accompagnant d'un « système technicien » (Ellul, 1977) très sournois et trop rapidement intégré par les valeurs d'usage de sa société. Comme le souligne Roland Gori,

cette médiation technicienne devient exclusive de toute autre, et elle installe un totalitarisme dont la logique de marché s'empare avec d'autant plus de facilité qu'elle appartient au même *paradigme d'arraisonement de la nature* et de l'homme conçus comme fonds énergétique à exploiter. (Gori, 2011, p. 103)

C'est en s'appuyant sur ce système technicien que la Chine et l'Inde parviennent à contrôler leurs populations respectives. Un contrôle social qui

ne se présente donc plus comme partie d'un rapport entre êtres humains mais comme une référence aux institutions qui régissent chaque aspect de ce rapport (Lianos, 2001),

s'appuyant sur le système technico-scientifique.

Cependant, dans ce besoin de contrôle permanent, les dérapages se multiplient, tendant à prouver que les influences libérale et libertaire auxquelles le système technicien donne illusion sont encore balbutiantes. En Inde, l'une des premières marques d'opposition à ces servitudes politique et citoyenne apparaît chez certains fonctionnaires corrompus que les médias tentent de dénoncer. Mais le secteur de la Presse est lui aussi touché. Cette dernière n'hésite pas à révéler la corruption des hommes politiques, mais elle compte aussi des victimes de harcèlement sexuel dans ses rangs (Pandalai, 2014). Néo-libéralisme et « fabrique des impostures » (Gori, 2013) sont étroitement mêlés. Mais nous sortirions de nos propos si nous nous lançions sur ce terrain qui pour l'Inde reste encore tout neuf. Certains intellectuels indiens comme Pavan K. Varma (2011) se risquent cependant à une piquante critique sociale et notent les travers que la mondialisation néolibérale génère dans leur pays.

Néanmoins les transformations de l'Inde s'ancrent dans les mêmes rouages du modèle néolibéral encore naissant.

I - Transformations sociale et environnementale : quelle est la recette ?

Bien évidemment, les comportements de corruption et de domination sont fréquents dans une société hiérarchisée comme celle de l'Inde. Avant le système technicien, le système hiérarchique des castes permettait le contrôle social de la population. Depuis l'« essentialisation brahmanique » – pour reprendre une expression de Thierry Labica (2007) dans une analyse à propos de l'ouvrage « *L'invention de l'Inde. Entre ésotérisme et science* » de Roland Lardinois (2007) – les rapports de domination ont toujours existé en Inde, même si la nature des structures sociales change peu à peu depuis la mondialisation et l'ouverture des échanges économiques. Il n'est pas étonnant de voir une classe moyenne prendre de plus en plus de poids et de pouvoir économique sur une classe laborieuse, à la manière dont les brahmanes se sont imposés spirituellement sur le reste de la population indienne religieusement policée. Et, bien que romancée, l'histoire contée dans le livre de Aravind Adiga (2008), *Le Tigre blanc*, nous imprègne de cette lourde atmosphère des rapports d'infériorité qui, malgré la mondialisation des échanges, prédominent encore sur l'Inde post-moderne.

De la même façon que nous Occidentaux pansons les dégâts environnementaux causés par le libéralisme économique, l'Inde s'efforce aussi de remédier aux écarts de plus en plus grands que celui-ci a systématiquement générés dans sa population. Un système injuste pour l'Inde qui reposait déjà sur une société construite par les brahmanes, sur des inégalités sociales qui, à l'heure de la mondialisation, se transforment en inégalités économiques. À la différence près, cependant, que les écarts socio-religieux n'imposaient pas de dérèglements environnementaux aussi conséquents et systématiques que les écarts socio-économiques. Nous pouvons quand même nous demander ce qui a provoqué cette volonté indienne de se lancer dans la course pour rejoindre le niveau de vie occidental ? Car, pour dégager de la valeur ajoutée, l'Inde doit consommer. Le modèle occidental de la consommation mondialisée est récent et les Indiens ne connaissent pas encore le fléau qu'il constitue pour la santé de sa société et de son environnement. Ainsi voit-on rapidement se multiplier les « maladies métaboliques » (Bruckert, 2014) telles que le cholestérol, le diabète, l'obésité, les maladies cardiovasculaires, la multiplication de divers cancers, etc., essentiellement causés par les nourritures industrielles

absorbées, car elles appauvrissent le métabolisme et fragilisent les corps². Ce sont les mêmes maladies que dans les pays occidentaux. Aujourd'hui, il n'est plus temps de reprendre les fausses idées des discours scientifiques qui globalement n'ont fait que servir les intérêts des multinationales de l'agro-industrie (Rabhi, 2010). L'exemple le plus probant est celui de l'agriculture dont l'Inde a fait l'expérience avec sa Révolution Verte. L'Inde n'a pas vu venir « un modèle patriarcal de détérioration de la nature », avec tout son cortège d'agents chimiques. Déjà engagée dans cette direction, l'Inde acceptait

la dévalorisation incessante et infinie du savoir narratif au profit d'une rationalité technique [qui] a été la signature de la civilisation occidentale depuis le début (Gori, 2013),

de la présence occidentale en Inde, notamment à travers la Révolution Verte dont se servent encore les autorités du pays pour déloger les populations de paysans gênant les projets de grands barrages (Cabalion, 2014).

Force est donc de constater qu'aucun modèle se rattachant à la financiarisation des tâches collectives n'est à même de rendre égaux et justes les êtres humains. La course aux rendements, la compétition pour le profit et pour le pouvoir imposent en elles-mêmes des inégalités dans lesquelles l'environnement et la santé des êtres vivants en subissent les conséquences, créant des désordres socio-culturels (Stiglitz, 2010).

1 - Changements socio-culturels et politiques récents

Certes la nourriture industrielle des plats préparés va de pair avec l'urbanisation galopante. L'agglutinement des urbains dans les « monstropoles » du pays génère des réseaux nécessaires et très efficaces de circulation des marchandises et de l'information. Le film de Ritesh Batra, *Lunchbox* (2013) évoque une histoire construite sur la trame d'un de ces réseaux de livraison de repas individuel ou familial, qui infirme la facilité de consommer des produits de l'industrie agroalimentaire par une catégorie d'employés urbains. Ces réseaux de distribution de repas permettent par exemple aux femmes indiennes au foyer, de préparer le repas de leur mari au travail, plus loin, dans la ville de Mumbai. C'est un moindre mal. Car, leurs maris ont alors la possibilité de se passer d'une alimentation industrielle standardisée. Ce film montre que l'alimentation reste un souci majeur pour les Indiens, notamment dans le sens de la pureté et du respect des règles d'hygiène alimentaire, mais aussi de la santé, car, à la base, la cuisine indienne s'inspire de la médecine ayurvédique (Dash et Ramaswamy, 1998). Or, dans

2. Pour entrer dans le détail du métabolisme du corps humain, voir : Jean Seignalet, 2004 - *L'alimentation ou la troisième médecine*. Paris : coll. « Écologie Humaine », 5^e édition, 660 p.

le monde professionnel de la ville indienne, toutes les « castes et les *jatis* » se mélangent (Angot, 2012, p. 57) montrant à quel point la standardisation des pratiques professionnelles du système technicien tend rapidement vers l'homogénéisation des comportements alimentaires, mais l'hétérogénéité des individus cependant demeure et freine l'adhésion de certains au même monde d'alimentation urbain (Bruckert, 2014 : « Des changements graduels dans la distribution »).

Avec la mondialisation, l'Inde est donc passée de la coercition culturelle brahmanique aux coercitions institutionnelle et technicienne des politiques privées ou publiques. Le capitalisme attaché au modèle néo-libéral en développement dans le pays, et accepté par les politiques publiques, l'a permis. Pour poursuivre sa route dans la croissance, l'Inde se doit de s'aligner sur une forme de contrôle social adapté et proche des règles institutionnelles établies en Occident, celles qui se nourrissent de « normes ». Elle se doit, au bout du compte, de créer un individu « victimisé », se rendant plus dépendant des autorités politiques gouvernementales que des autorités religieuses de sa caste. Ainsi, ces normes hiérarchiques à la base perdent progressivement leur importance. Rapidement, il faut que des règles civiques et de nouvelles normes apparaissent pour dépasser le monopole des religieux auquel la société indienne est habituée. Mais les changements politiques récents y parviendront-ils ? Le Premier Ministre Narendra Modi, élu après les dernières élections législatives du 17 mai 2014, est face à des inquiétudes profondes en ce qui concerne notamment la minorité musulmane (13,5 %) et les violences inter-religieuses. Par exemple, les musulmans qui

ont longtemps compté dans leurs rangs une élite imposante en raison, notamment, de leurs propriétés foncières, [...] ont ensuite été victimes d'un certain conservatisme, de discrimination et de violences qui expliquent leur paupérisation croissante (Jaffrelot, 2012, p. 24),

les conduisant aujourd'hui à perdre confiance dans la démocratie indienne. À peine arrivé, le gouvernement de Narendra Modi s'en prend aussi aux ONG bénéficiant de financements étrangers,

en particulier celles mobilisées contre les grands projets industriels au nom de l'écologie ou du droit des populations locales. (Bobin, 2014)

Reste à savoir si les ONG aidant les paysans et « les sans-terre » auront aussi les bâtons dans les roues ? Toutefois, les mouvements sociaux en Inde ne semblent pas prêts à baisser leur garde. Dans l'instabilité entre groupes religieux et groupes politiques, la société indienne serait-elle aussi en train de se diviser ?

C'est dans ce contexte général déjà tendu que la Révolution Verte a pu gagner les paysans indiens désireux de préserver leurs terres agricoles. Mais aujourd'hui, qu'est ce qui pourrait garantir leur survie ?

II - Changement de contexte agricole : de la soumission institutionnelle aux mouvements autonomes

On est bien là dans un contexte où la confiance aveugle aux institutions agricoles qui ont germé et se sont imposées pendant la présence de la domination britannique, n'a plus cours. Celle-ci a pourtant permis de fabriquer des agriculteurs conventionnels dociles, au sens de bons élèves. Le rendement agraire était la référence et justifiait leur bonne conduite. Le renvoi à de bons résultats devint systématique. Il se fit au regard d'une importante croissance démographique. Même s'il fallut en passer par l'utilisation de composés chimiques souvent dangereux pour les sols, le contexte de la Révolution Verte joua principalement de l'inculturation dans le monde agricole des populations de paysans, par rapport aux nouveaux produits de la technologie chimique occidentale, très souvent en présence des témoins des Conseils de village³, mais non par une remise en cause valable des savoir-faire locaux. Partant de là, il était plus facile d'exercer une autorité coercitive sur la population rurale, car les usages et les dosages des substances chimiques n'étaient pas maîtrisés par la population rurale, hormis les agriculteurs formés dans les institutions universitaires. À la base, le système scolaire proposait un excellent contexte pour « configurer » les éléments qui serviraient les autorités et les institutions de leur pays. Et, le développement de la croissance économique fut un sens commun vers lequel se diriger. Une récolte pourrie ou une sécheresse qui craquelle le sol permettait de convaincre « l'agriculteur » postindustriel que ses ultimes devoirs civique et social étaient de mener une agriculture intensive isolée, en collaborant avec une institution agricole gouvernementale. Dès lors, ce dernier ne se considère plus comme une victime car il sait à quelles institutions se raccrocher, s'il se livre entièrement à elle. D'autres inquiétudes apparaissent alors à l'échelle du prix des intrants par exemple. Tout un ensemble d'éléments participe au soutien de l'agriculteur indien qui, non seulement doit produire pour lui-même et sa population mais, aujourd'hui aussi, pour l'international. Les nouvelles directions agricoles prises par l'Inde continuent de le détacher de ses fonctions locales en termes de production agricole. La définition du mot « dette », donnée par Isabelle Guérin dans le *Dictionnaire de l'Inde contemporaine* (Landy, 2010, p. 152-154), illustre parfaitement le contexte dans lequel les petits paysans se trouvent.

3. Pour une définition plus précise du Conseil de village, voir : Landy Frédéric, dir., 2010, p. 379.

Pour prendre un exemple concret, Christophe Jaffrelot constate que

dans l'Est du Maharashtra, dans le Vidarbha (Cabalion, 2014), une zone où le coton est parfois la seule culture commerciale pratiquée par les paysans, l'introduction de semences OGM, le fameux *BT Cotton*, a encore dégradé davantage la situation des paysans. Les graines de cette variété imposée par l'État – il se refusait à acheter le fruit des productions traditionnelles – étant stériles, les paysans déjà pénalisés par la baisse des cours et plusieurs mauvaises moussons ont dû s'*endetter* pour acquérir de nouvelles semences. Quand les créanciers ont réclamé leur dû, certains ont préféré en finir – la *cotton belt* autour de Nagpur a alors pris le nom de *suicide belt* – tandis que d'autres ont rejoint les rangs de l'insurrection maoïste des naxals (Jaffrelot, 2012, p. 32-33).

Depuis les années 1990 les paysans

se suicident en masse (les chiffres officiels parlent de plus de 1 000 suicides par mois depuis une quinzaine d'années). (Angot, 2012).

L'avantage pour l'Inde, si l'on peut dire, c'est que l'ordre établi ne s'est pas encore totalement installé, du fait de sa récente prise de position dans le mouvement de la mondialisation et d'adhésion au système néolibéral. Néanmoins, l'apparition soudaine de ce modèle économique a provoqué de nombreuses réactions chez ceux qui ne s'y étaient pas préparés ou chez ceux qui avaient envisagé une autre transformation. C'est le cas dans l'agriculture où l'on voit apparaître nombre de mouvements sociaux, principalement désorientés par la surexploitation des terres agricoles, mais aussi par la montée des prix des engrais et pesticides d'origines chimiques. Ces mouvements sociaux génèrent de nouveaux rapports intercommunautaires à l'intérieur desquels se tissent et s'étendent de nouveaux réseaux sociaux qui, souvent, se construisent autour d'un personnage charismatique. C'est ainsi que l'agriculture prend de plus en plus une tournure militante, autour par exemple de Vandana Shiva, prix Nobel Alternatif en 1993, très engagée auprès des femmes indiennes et de la biodiversité.

3 - Vers le nouveau contexte agricole militant

L'ouvrage de Christine Lutringer, « *Gouvernance de l'agriculture et mouvements paysans en Inde* », va dans le sens où nous voulons aller. Comme elle le dit,

la notion de mondialisation peut également évoquer un ensemble d'idées considérées comme des prescriptions ou des normes. Elle ne correspond donc pas seulement à un concept analytique mais dénote aussi une certaine vision de ce qui est jugé inévitable ou désirable par certains ou au contraire de ce qui doit être réformé, voire combattu par d'autres, en particulier lorsqu'il est question de « mondialisation néolibérale ». (Lutringer, 2012).

Cette « notion de mondialisation » laisse échapper aux agriculteurs l'idée qu'il faut cultiver la terre uniquement pour dégager des devises et non plus pour se conformer à leur milieu d'origine. La recherche d'une autonomie locale n'a plus cours. Ces derniers se trouvent progressivement dépossédés de leur rôle premier qui est d'apporter la diversité et la magnificence d'un profond projet environnemental, mondialisé de fait. C'est pourquoi, en revenant sur l'idée que nous avons exprimé dans « Chine – Inde : course au développement et impacts socio-environnementaux » (Quitté & Maire, 2011), il apparaît de plus en plus certain que le développement de la « permaculture »⁴ semble une solution pour les villes et les campagnes indiennes, car celle-ci s'engage sur le terrain de l'autonomie alimentaire et dans sa forme militante, sur celui de la souveraineté alimentaire. Ainsi, pour l'Inde, la seule façon de modérer la logique du libéralisme qui déjà se met largement en place, est d'aller vers une forme plus locale d'agriculture engagée, moins intensive et plus respectueuse de l'être humain. La permaculture paraît donc la solution idéale. Faut-il tourner en rond pendant des années en cherchant à justifier le fonctionnement d'un ancien mode de penser, ou faut-il dès aujourd'hui se lancer dans le vrai changement et se rendre aux évidences ? De nombreux centres indiens se sont lancés et développent les principes permacoles en Inde. L'un des pionniers de la permaculture s'appelle Narsanna Koppula. Depuis près de vingt-cinq ans, avec son association *Aranya*, ils aident les plus démunis en les initiant aux principes permacoles⁵. Cette vision n'est pas réductrice, car elle est aussi en accord avec les mouvements sociaux qui

opèrent souvent au niveau local, à travers des actions qui ont pour but de faciliter le quotidien de la communauté et qui sont parfois substitués aux actions des institutions publiques ; on peut citer par exemple la promotion de systèmes alternatifs de production ou de distribution de biens. (Lutringer, 2012).

Sans avoir à la base pour objet principal la production et la distribution de denrées agricoles, la permaculture imprègne néanmoins en profondeur le tissu des liens sociaux qui l'exercent avec

une visée éminemment pratique pour sortir du mode de fonctionnement non durable en vigueur. Les principes de conception (de design) donnent une base générale à cette visée pratique. Ensemble avec trois grands principes éthiques, ils confèrent au mouvement permacole une vision globale très cohérente, une culture commune du bien-fondé qu'il y a à organiser la descente énergétique collective et une série d'outils intellectuels très solides pour mener à bien cette tâche. (Holmgren, 2013, p. 27-31)⁶.

4. Pour une définition du terme permaculture, on peut se référer à une émission de France-Culture qui la présente comme une véritable philosophie de vie : <http://terreterre.wv7.be/la-permaculture-dans-le-limousin.html>

5. Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=yCpFPdFt6tIh>

6. David Holmgren avec Bill Mollison sont les fondateurs de la permaculture.

En conséquence, elle est radicalement contradictoire avec le modèle actuel de développement néolibéral de la mondialisation ultra-matérialiste et mercantile qui contamine les rouages de la société indienne. La permaculture semble ainsi marquer « le virage » en promouvant un retour à des valeurs non artificielles. Les objets qu'elle permet de réaliser sont entièrement à visées autonomistes et durables. L'individu ne se place plus en dépendance d'instruments qu'il ne maîtrise pas, mais d'outils et de relations partagées et désintéressées. Progressivement l'argent disparaît laissant la place à d'autres créations de liens et d'échanges. Le travail est vécu sans contrainte afin de prendre soin de la terre et des sols ; le laisser-faire est rendu à la nature et l'intervention technologique est progressivement abandonnée, rendant le système technicien accessoire.

III - La permaculture en Inde : un objectif envisageable

Il faut être affirmatif et agir avant qu'il ne soit trop tard, tel est le mot d'ordre des mouvements sociaux concernant l'agriculture en Inde. Alors, pourquoi l'Inde attend-elle que la politique économique qu'elle a décidé de mettre en place utilise à fond

les savoirs des sciences et leurs technologies pour accroître le jeu de contrôle des « institutions de séquestration ». (Gori, 2013, p. 57) ?

Se peut-il que ce temps d'attente permette aux mouvements sociaux d'en profiter pour revendiquer des lois et la mise en place de normes qui leur permettent de garantir une forme de liberté individuelle et du même coup, de retrouver leurs savoir-faire et leur autonomie ?

En agriculture, l'agro-écologie n'est pratiquement plus montrée du doigt et la permaculture apparaît de plus en plus comme une solution envisageable pour regagner l'autonomie alimentaire dans les plus grandes régions de monoculture destinées aux exportations. Comme le fait remarquer Christophe Jaffrelot,

dans les années 1980, le taux de croissance annuel moyen du produit agricole était de 4 %. Il est passé à 3,5 % dans les années 1990 et à 2 % dans les années 2000-2010 – la part de l'agriculture dans le PNB indien est tombée de 30 % au milieu des années 1990 à 17 % aujourd'hui – alors que le secteur primaire continue d'employer plus de 60 % de la population active. (Jaffrelot, 2012, p. 31).

Ces résultats reflètent peut-être déjà le « tournant » vers une agriculture moins intensive.

1 - Le soutien humain

Appliqué à l'Inde, notre modèle sociétal occidental créé dans tous les domaines le besoin d'un « soutien mutuel » (Sennett, 2014) qui, malheureusement de plus en plus, passe par l'idée de soutiens matériel et technologique s'appuyant sur des normes. En revanche, en passant par la permaculture, après une formation plus ou moins longue, la

visée (est) éminemment pratique pour sortir du mode de fonctionnement non durable en vigueur (Dossier : La permaculture..., 2013, p. 27).

Les bases d'une transformation se dessinent. Mais au préalable, celles-ci impliquent de transformer notre façon d'envisager le « soutien » et de le rendre exclusivement « humain » et non pas purement technique, comme c'est trop souvent le cas en agriculture. Par exemple, en s'axant sur l'amélioration de l'autosuffisance alimentaire, la permaculture permet de limiter, voir d'échapper, au système de distribution publique de denrées alimentaires et des transferts monétaires qui souvent ne parviennent pas à compenser, ni à éviter la hausse des prix des matières premières. Elle devient un élément possible pour la « reconfiguration » sociale, afin d'être « plus efficace pour renouveler la coopération » (Sennett, 2014) et, en Inde, de sortir du risque de retomber dans le système hiérarchique des castes. Car, sortir du système des castes pour retomber dans le système de l'économie néolibérale, c'est appuyer

cette médiation technicienne [qui] devient exclusive de toute autre [et qui] installe un totalitarisme dont la logique de marché s'empare avec d'autant plus de facilité qu'elle appartient au même *paradigme d'arraisonnement de la nature* et de l'homme conçus comme fonds énergétique à exploiter. (Gori, 2011, p. 103).

relevant au passage d'un évident mépris de l'être humain. Jayati Ghosh (2014) en arrive à peu près au même constat quand, s'intéressant pour sa part aux « Transferts monétaires, remède miracle contre la pauvreté en Inde et ailleurs ? », il conclut que

les transferts monétaires peuvent jouer un rôle positif dans la répartition des revenus, surtout quand ils viennent s'ajouter à d'autres dépenses publiques indispensables. Toutefois cette stratégie ne s'attaque pas aux facteurs premiers de la pauvreté : l'inégalité des richesses, sur les plans national et international et l'absence de changement structurel positif. Affronter ces causes devrait rester la priorité pour ceux qui sont vraiment animés par le souci d'une réduction de la pauvreté et d'une vie digne pour tous. (Ghosh, 2014).

Mais où trouver de la dignité dans un système néo-libéral qui prive l'individu d'une véritable « dignité de penser », le rendant victime d'une « oppression sociale et culturelle d'autant plus dangereuse qu'elle est insidieuse » (Gori, 2011, p. 13). L'Inde en serait-elle déjà là ?

Certes, les mouvements sociaux liés à cette prise de conscience de la dégradation du système agricole sous l'emprise néo-libérale des échanges, en tant qu'ensemble d'individus réunis autour d'actions et d'orientations collectives, sont à même de modifier l'ordre des choses et de les faire bouger. Souvent rattachés à un leader plus ou moins charismatique, les groupes qu'ils forment mobilisent des populations qui se sentent concernées par les problèmes spécifiques qu'ils soulèvent. L'exemple qui nous apparaît spontanément en Inde est celui de P.V. Rajagopal⁷, défenseur et leader des paysans sans terre, dont l'essentiel de la population est composé par

les Dalits et les Adivasis [qui] forment le noyau dur de la pauvreté de masse en Inde. (Jaffrelot, 2012)

Son mouvement *Ekta Parishad* défend notamment que « les biens communs comme La Terre, l'Eau et la Forêt appartiennent aux peuples » (Maire & Quitté, 2012, p. 76). Dès lors, en regard des mouvements sociaux agricoles, nos observations ne vont plus dans le sens d'une mise en place du système néo-libéral en Inde, mais d'une observation du potentiel d'une grande nation pour échapper aux nouvelles formes de « contrôle social » en vigueur dans le système néo-libéral émergent de la mondialisation.

2 - La division villes-campagnes

Dans cette forme de protection subtile du système social contre le néolibéralisme, les lieux où se pratique la permaculture en Inde restent encore trop liés aux campagnes et malheureusement trop éloignés des grandes villes. Pourtant le monde urbain peut aussi être très favorable au retour d'une forme de potager collectif permacole. Sans cette prise de conscience, l'Inde risque de voir apparaître deux mondes radicalement différents : un monde urbain très pollué et très industrialisé, encombré de divers moyens de communication et, d'un autre côté, un monde rural hétéroclite plus sain et plus aéré⁸. Et, assurément la question de l'eau deviendra une question encore plus fondamentale qu'aujourd'hui. Mais pour le moment, cela n'empêche pas l'Inde de participer activement aux échanges sur la permaculture dans le reste du monde à travers les « convergences » annuelles dont la dernière s'est tenue à Cuba⁹. Les projets de permaculture ne font appel qu'à très peu de ressources matérielles et d'intrants, seuls l'eau et l'énergie solaire restent

7. Est le fondateur et le président du mouvement *Ekta Parishad*, marche contre la misère : <http://www.marchecontrelamisere.fr/article-le-mouvement-ekta-parishad-98864605.html>

8. Pour des informations complémentaires voir le « *kitchen garden project* » : <https://www.youtube.com/watch?v=Cfe8QdnG1po>

9. Voir : *International Permaculture Conference and Convergence in Cuba*, 2013 : <http://www.ipc11cuba.com/>

des ressources indispensables, à condition bien sûr de posséder une surface de mise en culture et de les utiliser selon les grands principes éthiques de la permaculture, à savoir :

prendre soin de la terre (les sols, les forêts et l'eau) ; prendre soin de l'humain (soi-même, ses proches et la communauté) ; partager équitablement (limiter la consommation et la reproduction, redistribuer les surplus). (Holmgren, 2013).

*

Vers une hypothèse conclusive

Avec son entrée dans la mondialisation l'Inde accepte progressivement l'entrée des normes mais elle laisse néanmoins apparaître certaines formes de changements originaux, comme dans l'exemple de la permaculture. Plus qu'une simple philosophie de la vie, celle-ci s'envisage dès le départ comme une solution naturelle d'indépendance face à la société néolibérale de grande consommation. Toutefois, dans le mouvement mondial, elle doit quand même accepter un dispositif normatif lié au fait de commercialiser ses productions permacoles. En général, ces normes arrivent de l'extérieur ou naissent à l'intérieur du pays, en fonction de besoins spécifiques. Qu'elles proviennent de l'extérieur de la péninsule ou qu'elles soient produites sur place, ces normes agricoles se rattachent aux marchés mondiaux des denrées alimentaires *via* des organismes tel que l'IFOAM (*International Federation of Organic Agriculture Movements*). Mais au départ, la fonction commerciale n'est pas la priorité de la permaculture, puisqu'elle recherche avant tout l'autonomie du producteur et le partage communautaire. L'exemple que nous avons pris de l'association *Aranya*¹⁰, autour de Narsanna Koppula, témoigne de cette capacité locale d'investir un champ agricole d'une façon nouvelle et originale, à l'opposé des méthodes agricoles engagées dans la Révolution Verte. Pour appuyer cette aptitude de la permaculture à rendre viable un projet communautaire, nous pouvons nous diriger en France, vers les premiers rapports visant à confirmer que la production permacole peut être une source potentielle de revenus et de profits agricoles, sans mise en danger des sols. Dans son rapport sur l'étude « Maraîchage biologique permaculturel et performance économique », François Léger (Directeur de l'unité SADAPT – INRA AgroParisTech) confirme qu'en 2013

le maraîchage en permaculture permet d'obtenir un revenu décent pour un producteur en autonomie.

10. Voir aussi: <https://www.youtube.com/watch?v=3iKVD7C8Dng>

Ce n'est qu'à travers un réseau coopératif de permaculteurs qu'on peut ensuite envisager la transformation et la participation à une société marchande de denrées alimentaires, en lien direct avec les consommateurs et donc, avec un minimum d'intermédiaires. Rappelons une dernière fois que l'esprit mercantile n'apparaît pas en priorité pour les permaculteurs. La connaissance et l'intégration à leur environnement restent prioritaires. Néanmoins, comme le précise François Léger (2013),

l'étude lancée au Bec Hellouin, et c'est incontestablement l'un de ses principaux succès, a donc servi de point de départ à un ensemble plus vaste de travaux qui ont tous pour ambition de proposer des éléments pour construire des systèmes associant maraîchage et arboriculture fruitière sur de très petites surfaces. Dans ces systèmes, l'attention portée aux cultures et à leur design d'ensemble permettrait d'optimiser les interactions biologiques et d'obtenir ainsi un niveau significatif de revenu, grâce à un haut niveau de productivité et à une très faible consommation d'intrants et d'énergie fossile. Ces modèles, parce qu'ils exigent plus de réflexion et de travail que de capital, sont des candidats de premier ordre pour redynamiser l'agriculture dans des espaces dont elle paraissait exclue (villes et périphéries urbaines en particulier).

Un autre site indien qui se dirige dans cette direction, non loin de Pondichéry, est le projet « *Village Kitchen Garden* », de l'association *Heal The Soil CSA* dans lequel on voit une coalition internationale partager des compétences autour de la permaculture. Plus que simplement coopératifs les échanges entre adhérents semblent devenir fraternels et conviviaux.

Et si les transformations que connaît l'Inde néo-libérale n'étaient ni plus ni moins qu'une réification au sens où Marx l'entendrait ? C'est-à-dire une

transformation de l'activité humaine en marchandise qui aboutit dans l'économie capitaliste à une véritable fétichisation de l'objet en tant que valeur d'échange dominant complètement la valeur d'usage (Cnrtl).¹¹

Ainsi, verrait-on se transformer l'Inde en une immense « fabrique d'imposteurs » (Gori, 2011) produisant

l'opium universel permettant probablement de fuir une réalité mondiale anxiogène en cultivant l'ignorance des masses (Pelt & Rabhi, 2014, p. 152),

la surconsommation immodérée. Il semble donc impossible de concevoir que toute activité agricole soit exsangue de profit économique. Même si un jour, l'autonomie des petits producteurs permacoles devient progressivement accessible pour eux et leur territoire, nos modes de pensées empêcheront la sortie vers l'abrogation définitive de la recherche des profits financiers.

11. Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNTRL), CNRS, Paris: <http://www.cnrtl.fr/definition/r%C3%A9ification>

Sauf fait extraordinaire, l'Inde devra s'aligner sur des principes de profits envisageables pour son maintien dans la mondialisation des échanges. Toutefois, dans ses transformations, la permaculture peut sembler une échappatoire à ce modèle d'uniformisation et de standardisation des activités humaines. L'excès des normes issu du système néo-libéral laissera-t-il aux adeptes de la permaculture indienne, l'autonomie absolue qu'ils recherchent ? Nous pensons comme Roland Gori que

c'est aujourd'hui le pire danger qui guette les « humanités », celui de les voir *prescrites* dans des conditions qui les rendraient inoffensives et totalement dépourvues de force de transformation (Gori, 2013),

une Inde assujettie face au nouvel ordre mondial des marchés financiers. Dans cette mondialisation au visage blafard, tel est le contexte des transformations. L'Inde doit se conformer aux normes, sans s'affranchir une fois encore d'une forme de domination qui entrave la liberté de son peuple qu'elle soit intérieure ou extérieure.

Bibliographie

Addressing poverty and inequality - new forms of urban governance in Asia. *Environnement & Urbanisation*, Vol. 24, n° 2, October 2012, p. 395-730.

Angot Michel, 2012 - *Histoire des Indes* : [en ligne] : www.puf.com/wiki/images/7/72/Histoire_de_1%27Inde_janvier_2012_bis.pdf

Aravind Adiga, 2008 - *Le tigre blanc*. Paris : Buchet Chastel, 320 p.

Bobin Frédéric, 2014 - En Inde, les ONG liées à l'étranger ciblées par le pouvoir. *Le Monde*, Paris, 23 juin ; lien consulté : http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/06/23/en-inde-les-ong-liees-a-l-etranger-ciblees-par-le-pouvoir_4443412_3244.html

Bruckert Michaël, 2014 - La « transition alimentaire » de l'Inde : une hypothèse erronée ? Le changement alimentaire au prisme de la consommation de viande. *Les Cahiers d'Outre-mer*, Pessac, vol. 67, n° 268, p. 373-394.

Cabalion Joël, 2014 - Science de l'État et dépossession au Vidarbha. *Les Cahiers d'Outre-mer*, Pessac, vol. 67, n° 268, p. 349-372.

Dash V.B. et Ramaswamy S., 1998 - *Ayurveda. La Médecine Hindoue Traditionnelle*. Paris : Guy Trédaniel Éditeur, 84 p.

Diamond Jared, 2006 - *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*. Paris : Gallimard, 873 p.

Dossier : la permaculture, un monde d'abondance à découvrir. *La Revue Durable*, n° 50, Octobre-novembre-décembre 2013, 70 p.

Ellul Jacques, 1977, rééd. 2004 - *Le système technicien*. Paris : Le cherche midi, 234 p.

Ghosh Jayati, 2014 - Transferts monétaires, remède miracle contre la pauvreté en Inde et ailleurs ? *Alternatives Sud*, vol. 21, p. 49-59.

Gori Roland, 2013 - *La fabrique des imposteurs*. Arles : Actes Sud, Les Liens qui Libèrent, 314 p.

—, 2011 - *La Dignité de penser*. Arles : Actes Sud, Poche/Babel, 186 p.

Guérin Isabelle, 2010 - Dette. In : Landy Frédéric, dir. - *Dictionnaire de l'Inde contemporaine*. Paris : Armand Colin, p. 152-154.

He Bochuan, 1991 - *China on the edge. The crisis of ecology and development*. Beijing: China Books and Periodicals Inc., 209 p.

Henriot Alain, 2003 - Les échanges intra-firme. Une nouvelle forme d'insertion internationale pour l'Asie émergente ? In : Bouissou J.M., Hochraich D. & Michelli C., dir. - *Après la crise. Les économies asiatiques face aux défis de la mondialisation*. Paris : Karthala, 417 p.

Holmgren David, 2013 - Prendre soins de la Terre, de l'humain et partager : éthique et principes de la permaculture. In : La permaculture, un monde d'abondance à découvrir. *La Revue Durable*, n° 50, Octobre-novembre-décembre, p. 27-32.

Jaffrelot Christophe, 2012 - *Inde, l'envers de la puissance. Inégalités et révoltes*. Paris : Éditions du CNRS, 71 p.

Julien François, 2002 - Le sage et le philosophe. *Sciences Humaines*, Paris, n° 125, Mars, p. 40-43.

Landy Frédéric, dir., 2010 - *Dictionnaire de l'Inde contemporaine*. Paris : Armand Colin, 566 p.

Labica Thierry, 2008 - L'Inde ou l'utopie réactionnaire, à propos de Roland Lardinois - *L'Invention de l'Inde. Entre ésotérisme et science*. *La Revue internationale des livres et des idées*, n° 6 ; sur le site Internet : <http://www.revuedeslivres.fr/linde-ou-lutopie-reactionnaire-thierry-labica/>

Lardinois Roland, 2007 - *L'invention de l'Inde. Entre ésotérisme et science*. Paris : CNRS Éditions, 487 p.

Lutringer Christine, 2012 - *Gouvernance de l'agriculture et mouvements paysans en Inde*. Paris : Karthala, 250 p.

Maire Richard & Quitté Jean-Marc, 2012 - *Petit vocabulaire de l'agroécologie*. Bordeaux : Éditions Confluences, 95 p.

Mies Maria & Shiva Vandana, 1998 - *Écoféminisme*. Paris : L'Harmattan, Collection Femmes & Changement, 263 p.

Pandalai Shruti, 2014 - Rien ne va plus pour la presse indienne. *Courrier International*, Paris, 6-12 février, n° 1214.

Pelt Jean-Marie & Rabhi Pierre, 2014 - *Le monde a-t-il un sens ?* Paris : Fayard, 180 p.

Quitté Jean-Marc & Maire Richard, 2011 - Chine - Inde : course au développement et impacts socio-environnementaux. *Les Cahiers d'Outre-mer*, Pessac, vol. 64, n° 253-254, p. 233-268.

Rabhi Pierre, 2010 - *Vers la sobriété heureuse*. Arles : Actes Sud, 143 p.

Sennett Richard, 2014 - *Ensemble. Pour une éthique de la coopération*. Paris : Albin Michel, 380 p.

Stiglitz Joseph E., 2010 - *Le triomphe de la cupidité. Sommes-nous à l'aube de la fin du capitalisme ou de la mort d'un système ?* Paris : Éditions Les Liens Qui Libèrent (LLL), 474 p.

Varma Pavan K., 2011 - *Devenir indien. La révolution inachevée de la culture et de l'identité*. Arles : Actes Sud, 282 p.

Résumé

Dans son élan néo-libéral importé d'Occident, l'Inde continue tant bien que mal d'administrer ses transformations. Dans le domaine agricole celui-ci lui ouvre une porte sur la permaculture, lui donnant ainsi l'espoir de voir apparaître une autonomie alimentaire chez les ruraux les plus économiquement délaissés, mais malheureusement pas encore chez les urbains. Ces transformations agricoles, opposées à celles issues du modèle néolibéral encore naissant, sont-elles durablement envisageables ?

Mots-clés : Inde, mondialisation, néolibéralisme, contrôle social, agriculture, normes, permaculture

Abstract

India: Could an agricultural transformation still be possible ?

Following its neoliberal movement, directly inspired by The West, India continues to implement its transformations, as best it can. In the field of agriculture, India has opened the door to Permaculture. Thus, there is hope that the poorest people in rural areas will be able to reach food sovereignty. However this is not true for urban dwellers. The question is, will this revolutionary agricultural procedure - which is totally opposite to the one used in the budding neoliberal model - manage to catch on in the long term?

Keywords: India, globalisation, neoliberalism, social control, agriculture, norms, permaculture